

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° DREAL-UID11/66-C3-2025-030  
portant changement d'exploitant d'une carrière de matériaux alluvionnaires  
exploitée par la société SAS RIVIERE, située au lieu-dit « Les Condamines » sur la  
commune de Trèbes, au profit de la société SAS SOCIÉTÉ NOUVELLE RIVIÈRE**

**Le préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Christian POUGET, préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2024-069 du 30 décembre 2024 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2025-004 du 14 mars 2025 confiant la suppléance du poste de secrétaire général de la préfecture de l'Aude, sous-préfet de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R76-2024-02-16-00001 du 16 février 2024 approuvant le Schéma Régional des Carrières d'Occitanie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-023 du 2 décembre 2015 autorisant la société SAS RIVIÈRE à exploiter une carrière alluvionnaire à ciel ouvert, située sur le territoire des communes de TREBES et RUSTIQUES aux lieux-dits « La Condamine » et « Les Condamines » ;

- Vu** la décision n°18MA00277 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 7 février 2020 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID-11/66-C3-2024-008 du 1<sup>er</sup> mars 2024 mettant en demeure la société RIVIÈRE de transmettre à l'inspection des installations classées une attestation en vigueur de constitution des garanties financières pour l'exploitation de la carrière ;
- Vu** la demande en date du 12 novembre 2024 de Monsieur David MARCHANDEAU, agissant en tant que président de la SOCIÉTÉ NOUVELLE RIVIÈRE, dont le siège social se situe 19 chemin des chasseurs à BERRIAC (11000), sollicite le transfert au profit de cette société, de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations de l'environnement en date du 22 avril 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la SOCIÉTÉ NOUVELLE RIVIÈRE par courrier en date du 28 avril 2025 ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par la SOCIÉTÉ NOUVELLE RIVIÈRE ;
- Considérant** que tout changement d'exploitant d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale ;
- Considérant** que la demande de changement d'exploitant sollicitée par la SOCIÉTÉ NOUVELLE RIVIÈRE contient les éléments d'appréciation nécessaires permettant de répondre aux exigences de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;
- Considérant** que la SOCIÉTÉ NOUVELLE RIVIÈRE a transmis l'attestation de constitution de garanties financières prévue à l'article 1.9.4.5 de l'arrêté préfectoral n° 2015-023 du 2 décembre 2015 ;
- Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

## **A R R E T E**

## **ARTICLE 1 - TRANSFERT DE L'AUTORISATION**

La SOCIETE NOUVELLE RIVIÈRE, dont le siège social est implanté 19 chemin des chasseurs à Berriac (11000), est tenue, pour sa carrière alluvionnaire située sur la commune de Trèbes au lieu-dit « Les Condamines », de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

## **ARTICLE 2 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 1.1 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2015-023 DU 2 DÉCEMBRE 2015**

Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-023 du 2 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

### **« ARTICLE 1.1 : BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION**

La société par actions simplifiée SOCIÉTÉ NOUVELLE RIVIERE, dont le siège social est implanté 19 chemin des chasseurs à Berriac (11000), sous réserve de la compatibilité des documents relatifs à l'urbanisme et de la stricte observation, des dispositions contenues dans le présent arrêté, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires, au lieu-dit « Les Condamines » sur le territoire de la commune de Trèbes. »

## **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 3.1 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1. par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

### **Article 3.2 - Affichage et publicité**

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement :

- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 3.3 - Exécution et notification**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Trèbes sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Trèbes et à la SOCIÉTÉ NOUVELLE RIVIÈRE, dont le siège social est implanté 19 chemin des chasseurs à Berriac (11000).

Fait à Carcassonne le **16 MAI 2025** ,

Pour le préfet, et par délégation,  
La secrétaire générale empêchée  
Le sous-préfet chargé de la suppléance



**Rémi RÉCIO**